





## **CÔTE D'IVOIRE**

#### PROGRAMMES EN COURS



### **DESCRIPTION DES INTERVENTIONS**

#### FFM & FFM SPS

La Côte d'Ivoire bénéficie depuis de longues années des programmes intra-ACP mis en oeuvre par le COLEAD.

Les programmes Fit For Market accompagnent les entreprises du secteur horticole et leur environnement afin de garantir leur accès aux marchés horticoles internationaux et nationaux tout en se conformant aux réglementations sanitaires et phytosanitaires et aux exigences du marché, individuellement ou collectivement. Le soutien comprend la sécurité sanitaire des aliments, la gestion environnementale, la conformité sociale et la gestion commerciale. Les principaux types d'appui sont liées à la mise en place de système de gestion (sur les thématiques sociales, environnement, qualité) répondant aux exigences des standards de certifications internationaux exigés par les clients (GLOBALG.A.P., HACCP, Rainforest Alliance, SMETA, etc.).

La Côte d'Ivoire est le premier exportateur ACP de mangues vers l'Union européenne. Ces exportations ont connu une progression importante, en passant d'un peu plus de 11 000 tonnes en 2010 à plus de 30 000 tonnes depuis 2016 jusqu' à ce jour.







# **CÔTE D'IVOIRE**

#### **DESCRIPTION DES INTERVENTIONS**

Le problème majeur auquel est confrontée la filière mangue d'exportation est d'ordre phytosanitaire, puisque l'un des ravageurs principaux est la mouche des fruits, classée comme organisme de quarantaine dans l'Union européenne. Ainsi, le COLEAD collabore avec la *Direction de la Protection des Végétaux, du Contrôle et de la Qualité (DPVCQ)* depuis plusieurs années pour améliorer le système de contrôle et de certification phytosanitaires et plus spécifiquement, pour réduire les interceptions dans l'UE de lots de mangues pour raison phytosanitaire. L'enjeu est de maintenir la position de la Côte d'Ivoire sur le marché européen et d'assurer ainsi une source de revenu essentielle pour les travailleurs (principalement jeunes et femmes) et les producteurs de cette filière.

Dans le contexte de la mise en place de la réglementation relative à la santé des plantes de plus en plus stricte pour les produits importés dans l'Union européenne, FFM-SPS en Côte d'Ivoire a prioritairement visé en 2019 et 2020 l'appui au développement du « <u>Dossier mangue</u> » . Celui-ci devait présenter, selon le contexte de la Côte d'Ivoire, l'approche systémique adoptée pour limiter les interceptions phytosanitaires de mangues. Ce dossier a été développé dans le cadre d'une concertation public-privé, et a été transmis en janvier 2020 à la DG Santé qui l'a validé. Cela a permis aux exportateurs de poursuivre les exportations lors de la campagne 2020 et les suivantes. A travers ses programmes, le COLEAD assure une veille réglementaire de façon à tenir ses partenaires informés sur les changements réglementaires qui pourraient les impacter. Parallèlement à l'appui fourni aux autorités compétentes, les entreprises ont également bénéficié de l'appui des programmes FFM et FFM SPS pour l'amélioration des pratiques agricoles, la mise en conformité commerciale avec les marchés européens et internationaux, la modernisation de la gestion des vergers, l'amélioration des relations contractuelles entre producteurs et exportateurs, etc.

En 2022, le COLEACP a initié l'élaboration d'un <u>Guide Régional de Bonnes Pratiques pour la Mangue</u> qui couvre la région d'Afrique de l'Ouest et porte essentiellement sur la mangue fraîche destinée à l'exportation. La Côte d'Ivoire fait également partie des pays choisis pour piloter l'<u>Outil d'Evaluation SPS Rapide (R-SAT)</u> développé par le COLEAD dans le cadre du programme **FFM SPS**. L'objectif principal est d'élaborer un plan d'action prioritaire pour renforcer les systèmes sanitaires et phytosanitaires (SPS) nationaux et d'assurer l'alignement de ces systèmes sur les normes et réglementations internationales. Lors de la réunion de lancement de ce pilote à Abidjan, les autorités compétentes ont choisi d'appliquer l'outil à la filière Capsicum, tant pour le marché local que pour le marché export vers l'UE.







#### **DESCRIPTION DES INTERVENTIONS**

<u>FO4ACP</u> L'objectif global du programme Farmers' Organizations for ACP countries, mis en oeuvre par le FIDA, est d'améliorer la sécurité et la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et d'augmenter les niveaux de revenu en renforçant les organisations d'agriculteurs locales, nationales et régionales. En Afrique de l'Ouest, programme appuie le *Réseau des Organisations Paysannes et de Producteurs d'Afrique de l'Ouest (ROPPA)*, et son staff technique appelé le *CNIEP* (Conseiller national aux initiatives économiques des OP) dans la consolidation de trois filières prioritaires (pomme de terre, patate douce, volaille).

Par ailleurs, dix-neuf coopératives de femmes et de jeunes ont été sélectionnées et ont bénéficié d'un accompagnement en renforcement de capacités par le CNIEP. Trois réseaux d'organisations paysannes (APESS, RBM, ROPPA) ont mis en place un Comité de Veille et d'Action qui se veut un espace d'incitation et de structuration de la coopération entre tous les réseaux d'organisations paysannes et OSC face à la crise du COVID-19. La plateforme Femmes et Jeunes du ROPPA a également organisé des concertations entre ses membres.

Le programme <u>ACP Infrastructure Qualité (IQ)</u> soutient les décideurs politiques, les institutions et les acteurs du secteur privé ACP pour (i) améliorer la gouvernance de l'infrastructure qualité et réglementaire régionale ; (ii) renforcer la disponibilité des services d'amélioration de la qualité spécifiques à la chaîne de valeur ; (iii) promouvoir une culture et des pratiques de qualité. Le programme complète et s'appuie sur les réalisations en cours du programme ACP Business-friendly, renforçant l'action du programme de l'ONUDI. ACP IQ a été officiellement lancé en Afrique en décembre 2022 lors des Journées des Affaires de l'OEACP organisées à Luanda, Angola, en marge du Sommet des Chefs d'Etats.

La <u>Facilité ICR</u> appuie les acteurs privés et publics et les institutions régionales des pays de l'OEACP, afin d'améliorer leur climat d'investissement et leur environnement des affaires en facilitant le dialogue public-privé, entre autres actions. Le programme appuie depuis 2022 le *Mouvement des petites et Moyennes Entreprises (MPME)*. L'assistance technique vise à développer des études techniques et à fournir des services de conseil qui amélioreront la capacité de l'association *MPME* à mieux s'engager dans le dialogue public-privé, et à renforcer la participation des petites entreprises et des entreprises dirigées par des femmes dans ces espaces de dialogue public-privé en Côte d'Ivoire.

<u>A l'échelle régionale</u>, la Facilité a appuyé le *Réseau International des Agences Francophones de Promotion des Investissements (RIAFPI)* afin que les agences membres soient en mesure de mieux assurer la promotion et la protection des intérêts des entreprises, et de développer leur capacité à être une source de propositions aux autorités. De plus, le programme a appuyé le *Bureau Régional de Renforcement des Capacités de l'Organisation Mondiale des Douanes* 







#### **DESCRIPTION DES INTERVENTIONS**

dans l'organisation d'une série d'ateliers en ligne sur des sujets liés aux effets de la crise du COVID-19 sur les organisations douanières.

La Facilité ICR a aidé la Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC) à créer un programme de renforcement des capacités sur mesure pour son personnel et sa direction. Un plan de travail sur mesure a été élaboré et comprend des travaux sur un système de gestion de l'apprentissage et une formation spécialisée. La Facilité ICR a en outre soutenu la section secteur privé de la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest-africaine (UEMOA) pour développer un partenariat et un dialogue entre le secteur public et le secteur privé dans la région du Sahel et améliorer ainsi le climat des affaires et des investissements. La Facilité a enfin fourni deux assistances techniques à la FEWACCI (Fédération des Chambres de Commerce et d'Industrie de l'Afrique de l'Ouest): l'un a porté sur la promotion de l'harmonisation du droit des affaires dans les États membres de la CEDEAO; l'autre concernait une évaluation des principaux facteurs influençant l'environnement des affaires pour les entreprises dirigées par des femmes dans les chaînes de valeur agroalimentaires dans la région de la CEDEAO. Autre intervention récente: l'élaboration d'une note d'orientation, dans le but d'influencer positivement la conception du protocole de commerce numérique de la ZLECAf. L'intention étant que le protocole aborde les problèmes et les défis de l'écosystème africain de l'innovation et de l'entrepreneuriat et contribue à créer un environnement propice aux entrepreneurs et innovateurs africains.

Le <u>Fonds ABC</u> est un fonds d'impact à financement mixte, qui fournit un financement catalytique à des segments mal desservis mais rentables des chaînes de valeur de l'agro-industrie dans les pays en développement. Le Fonds ABC déploie des prêts et des prises de participation dans des organisations paysannes, des PME rurales et des institutions financières, qui ont un potentiel de croissance élevé. le Fonds a fourni un financement de fonds de roulement à trois coopératives de cacao. **Socak Katana** est une coopérative de cacao qui regroupe plus de 3 000 membres de trois régions de l'ouest ivoirien.

Elle s'approvisionne en cacao brut auprès de ses membres, puis transforme, transporte et stocke les produits à valeur ajoutée avant de les vendre à des acheteurs locaux et internationaux. Le financement accordé à **Socak Katana** (750 000 euros) en 2019 visait à aider ses producteurs de cacao à sécuriser leurs revenus et leur accès au marché, en s'assurant que la coopérative dispose des fonds nécessaires pour préfinancer sa production saisonnière.

La *Coopérative Kimbe «Ecookim»*, également financée par le Fonds ABC, est une union de coopératives composée de 30 coopératives situées dans des communautés rurales de 12 provinces différentes.







## **CÔTE D'IVOIRE**

#### **DESCRIPTION DES INTERVENTIONS**

La *CABF* fait partie des coopératives de cacao financées par le programme, avec près de 3 000 agriculteurs membres. ABC Fund a par ailleurs financé *Bio Amandes* à hauteur de 800 000 EUR. Ce transformateur et exportateur de beurre de karité, produisant du beurre de karité certifié biologique, ajoute de la valeur au secteur en employant une main-d'œuvre locale et en s'approvisionnant en matières premières directement auprès de 7 300 femmes (dont 6 450 jeunes).

<u>EURIZ</u> contribue à accroître l'accessibilité au crédit pour les MPME, en engageant des initiatives de coopération avec diverses institutions financières. EURIZ couvre les entreprises de l'agriculture et de l'agro-industrie, de la santé, de l'éducation, du numérique et de la microfinance, détenues par des femmes ou des jeunes. PROPARCO a accordé une garantie EURIZ à la **Société Générale de Côte d'Ivoire (SGCI)** pour couvrir un prêt accordé par la Banque à une société active dans l'imagerie médicale et la radiologie.

<u>Boost Africa</u> est une initiative conjointe de la Banque Africaine de Développement (BAD) et de la Banque Européenne d'Investissement (BEI), qui propose des financements mixtes et se concentre sur l'appui aux PME entrepreneuriales, en phase de démarrage et en démarrage sur le continent africain. EN 2022, la BEI a investi 10 millions d'euros dans *Janngo Capital Start-up Fund* au titre de l'initiative Boost Africa, pour renforcer l'innovation numérique et stimuler la création d'emplois dans plusieurs pays d'Afrique, y compris la Côte d'Ivoire. En outre, via son Entrepreneurship Lab (Elab), Boost Africa a soutenu la formation de centaines de créateurs de start-ups, y compris en Côte d'Ivoire.

<u>DIRECCT</u> (Digital Response Connecting Citizens) se déploie dans plus de 55 pays ACP à travers 10 projets. Il est mis en œuvre conjointement par l'Agence française de développement (AFD) et l'agence belge de développement, Enabel. Durant la crise de COVID-19, DIRECCT a soutenu 11 fablabs (ateliers de fabrication numérique) au <u>Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Mauritanie, Sénégal et Togo</u>. Le porteur du projet, *Réseau Bretagne Solidaire (RBS)* en partenariat avec le *Réseau Francophone des fablabs d'Afrique de l'Ouest (ReFFAO)*, se sont associés pour doter ces laboratoires de machines de fabrication numérique et de consommables pour fabriquer sur place des dispositifs de protection, de prévention et de détection de la santé.

Par ailleurs, le programme soutient la connectivité et la numérisation des acteurs de la santé, de l'éducation et des petites entreprises afin de mieux faire face aux chocs actuels et futurs.







#### **DESCRIPTION DES INTERVENTIONS**

Ainsi les Chambres de Commerce et d'Industrie, dont la *Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'ivoire*, ont évalué les besoins de transformation numérique des micros, petites et moyennes entreprises de leurs pays. Les CCI ont ensuite déployé des activités identifiées pour permettre à ces entreprises de tirer pleinement parti des outils numériques pour maintenir leur volumes d'affaires et revenus même en cas de confinement.

<u>WE4A</u> vise à améliorer la capacité commerciale des entreprises dirigées par des femmes afin d'augmenter leurs chances de lever des fonds auprès d'investisseurs du secteur privé. Les programmes d'accélération initiale et de croissance visent à aider les femmes entrepreneurs d'Afrique subsaharienne à s'épanouir et à contribuer à la création d'emplois dans leurs communautés grâce au renforcement des capacités commerciales, à l'accès aux services financiers formels et à l'intégration dans les chaînes de valeur locales/régionales.

### PLUS D'INFORMATIONS

- <u>Lire le Rapport de Monitoring 2021:</u>
  https://businessacp.com/wp-content/uploads/2019/12/Annual-Report- online-version.pdf
- <u>Visiter la page Programmes du site internet Business ACP:</u> https://businessacp.com/en/94071-2/